

494758



Gouvernement du Québec
Secrétariat à la mise en
valeur du Saint-Laurent

RAPPORT DE MISSION

Participation à la "9e conférence internationale
des maires du Saint-Laurent et des Grands Lacs",

Hamilton, Ontario, du 28 au 30 juin 1995

Léonce Naud

MINISTÈRE DES TRANSPORTS
DIRECTION DE L'OBSERVATOIRE EN TRANSPORT
SERVICE DE L'INNOVATION ET DE LA DOCUMENTATION
700, Boul. René-Lévesque Est, 21e étage
Québec (Québec) G1R 5H1



Secrétariat à la mise en valeur du Saint-Laurent
15 septembre 1995

CANQ
TR
SMVSL
///

385, Grande-Allée est
Québec (Québec)
G1R 2H8

Tél.: (418) 643-7788
Télex: 0513733
Fax: (418) 646-9959



1. Le programme

Partagé entre des questions de transport maritime, d'environnement et de tourisme riverain, le programme a été bien reçu et n'était pas trop chargé. Plusieurs Résolutions ont été adoptées au terme de la Conférence (cf. annexes). L'expérience des années antérieures a montré que le suivi et les effets concrets de ces Résolutions sont problématiques. L'impact de la conférence des maires riverains se trouve plutôt au niveau de la formation et du maintien d'un réseau d'interactions entre des élus qui agissent autour d'un même axe de transport maritime, la route Saint-Laurent Grands Lacs.

2. La prochaine conférence des maires riverains aura lieu à Québec en juin 1997.
3. Les villes de Montréal, Kingston, Toledo, Milwaukee, etc. sont particulièrement actives dans ce réseau de maires riverains.
4. Le Forum maritime Grands Lacs Saint-Laurent a remis une mention "Personnalité maritime de l'année (à titre posthume) à Jack McAllister, d'Ontario.
5. Le maire de la ville de Kingston a fait une intervention des plus remarquables. Sa ville possède un programme d'acquisition des propriétés foncières en front d'eau et déjà, 80% des propriétés riveraines sont publiques et accessibles.
6. La ville de Montréal - le maire Bourque étant présent - a fait une présentation remarquable du projet: "Le Grand Montréal bleu", continuant en cela la "tradition" instaurée par le maire Jean Doré d'une forte présence montréalaise au niveau de la Conférence des maires riverains.

On mit l'emphase sur la baignade (plage de l'île Notre-Dame) et les sports de contact avec l'eau.

7. Conclusion

La conférence de Québec (juin 1996) signifiera un retour aux sources pour cet organisme inter-régional qui fut fondé en 1987 suite à la première manifestation de ce genre organisée par le Secrétariat à la mise en valeur du Saint-Laurent.

L'importance de ce réseau ne fait pas de doute, particulièrement pour le Québec (voir annexes).

Le défi reste toujours de convaincre des élus et personnalités politiques élues localement à savoir qu'un certain effort d'entraide et d'interactions sont nécessaires à l'intérieur d'une même région hydrographique et économique desservie par un même mode de transport maritime.

Léonce Naud

Léonce Naud

Québec, le 15 septembre 1995

ANNEXES



International
Great Lakes
St. Lawrence
Mayors'
Conference

Conférence
Internationale
des Maires des
Grands Lacs et
du Saint-Laurent

Secretariat/Secrétariat

71, rue de L'Estuaire
C.P. 2268
Québec, Québec
G1K 7P7

Tel.: (418) 648-4674
Fax / Télécop.: (418) 648-4627

Head Office/Siège social

100, Place D'Armes
3^{ème} étage / 13th Floor
Montréal, Québec
H2Y 1C6

Tel.: (514) 872-7537
Fax / Télécop.: (514) 872-8520

Hamilton, 30 juin 1995

RÉSOLUTION #1

Présentée par Robert Morrow, maire de Hamilton, Ontario

ATTENDU QU'en 1985 et 1986, des niveaux d'eau exceptionnellement élevés dans les Grands Lacs combinés à des conditions atmosphériques particulières ont causé de graves inondations et de l'érosion sur les rives ainsi que des millions de dollars de dommages aux propriétés municipales et privées;

ATTENDU QUE la Commission mixte internationale a été mandatée par les gouvernements du Canada et des États-Unis pour enquêter et faire rapport sur les moyens d'atténuer les conséquences néfastes des fluctuations de niveaux d'eau dans le bassin Grands Lacs Saint-Laurent;

ATTENDU QUE les recommandations présentées en mars 1994 par la Commission mixte internationale dans son rapport final aux gouvernements du Canada et des États-Unis et intitulé "Méthodes d'atténuation des conséquences néfastes des fluctuations de niveaux d'eau dans le bassin Saint-Laurent Grands Lacs" n'incluent pas de plan efficace pour éviter que des niveaux d'eau exceptionnellement élevés sous certaines conditions atmosphériques ne résultent en dommages de plusieurs millions de dollars;

ATTENDU QUE la Commission mixte internationale dans son rapport remis en mars 1994 avait identifié la gestion des rives comme la principale composante d'une stratégie de réduction des effets des inondations. Or, la gestion des rives n'est PAS une solution efficace pour plusieurs municipalités;

ATTENDU QU'après les sept années qu'a duré l'étude de la Commission mixte internationale, nos municipalités sont toujours aussi vulnérables aujourd'hui à des conditions atmosphériques adverses dans les Grands Lacs qu'elles l'étaient en 1985;

IL EST RÉSOLU QUE la Conférence internationale des Maires des Grands Lacs et du Saint-Laurent fasse immédiatement pression auprès de l'honorable André Ouellet, ministre des Affaires étrangères du Canada et de l'honorable Warren Christopher, secrétaire d'État des États-Unis pour qu'ils prennent les mesures nécessaires pour établir et mettre en application un plan qui résoudra le problème récurrent des désastres causés par les tempêtes dans les Grands Lacs (comme celui du 2 décembre 1985).



International
Great Lakes
St. Lawrence
Mayors'
Conference

Conférence
Internationale
des Maires des
Grands Lacs et
du Saint-Laurent

Secretariat/Sécrétariat

271, rue de L'Estuaire
C.P. 2268
Québec, Québec
G1K 7P7

Tel.: (418) 648-4674
Fax / Télécop.: (418) 648-4627

Head Office/Siège social

500, Place D'Armes
13^{ème} étage / 13th Floor
Montréal, Québec
H2Y 1C6

Tel.: (514) 872-7537
Fax / Télécop.: (514) 872-8520

Hamilton, 30 juin 1995

RÉSOLUTION #2

Présentée par **Thomas V. Barnes, maire de Gary, Indiana;**
Robert J. Behler, maire de Michigan City, Indiana;
Robert J. Bercik, maire de Whiting, Indiana;
Duane W. Dedelow, Jr. maire de Hammond, Indiana;
Sammie L. Maletta, maire de Portage, Indiana;
Robert A. Pastrick, maire de East Chicago, Indiana.

ATTENDU QU'il existe dans plusieurs pays des lois sur le cabotage visant à établir un système de transport domestique exclusif à leurs citoyens;

ATTENDU QUE 43 pays (incluant le Canada) ont des lois qui restreignent l'accès des navires étrangers au marché domestique;

ATTENDU QUE l'ensemble des lois américaines sur le cabotage, généralement appelé Jones Act, impose que toutes les marchandises et les passagers transportés entre des ports américains le soient sur des navires appartenant à des entreprises américaines, construits et entretenus dans des chantiers américains et opérés par des équipages américains;

ATTENDU QUE les navires américains sont conçus, construits, entretenus et opérés selon les normes de sécurité et de respect de l'environnement les plus sévères au monde;

ATTENDU QUE l'efficacité économique de l'industrie maritime américaine est reflétée dans le fait que le coût du transport de la tonne de minerai de fer entre Two Harbors et les aciéries du Nord-ouest de l'Indiana est d'environ 6,50\$, soit moins que le prix d'un billet de cinéma;

ATTENDU QUE l'industrie maritime américaine a la plus grande flotte de navires auto-déchargeurs au monde, pouvant décharger 60 000 tonnes de fer en 8 à 10 heures;

ATTENDU QUE le commerce maritime est très important pour le bien-être économique de la grande région Saint-Laurent Grands Lacs;

IL EST RÉSOLU QUE la Conférence internationale des Maires des Grands lacs et du Saint-Laurent affirme son appui à l'ensemble des lois américaines sur le cabotage appelées Jones Act.

IL EST DE PLUS RÉSOLU QUE la Résolution numéro 8, adoptée le 15 septembre 1994 à Superior, Wisconsin, est abrogée.



International
Great Lakes
St. Lawrence
Mayors'
Conference

Conférence
Internationale
des Maires des
Grands Lacs et
du Saint-Laurent

Secretariat/Secrétariat

271, rue de L'Estuaire
C.P. 2268
Québec, Québec
G1K 7P7

Tel.: (418) 648-4674
Fax / Télécop.: (418) 648-4627

Head Office/Siège social

100, Place D'Armes
3^{ème} étage / 13th Floor
Montréal, Québec
H2Y 1C6

Tel.: (514) 872-7537
Fax / Télécop.: (514) 872-8520

Hamilton, 30 juin 1995

RÉSOLUTION #3

Présentée par **Thomas V. Barnes, maire de Gary, Indiana;**
Robert J. Behler, maire de Michigan City, Indiana;
Robert J. Berclik, maire de Whiting, Indiana;
Duane W. Dedelow, Jr. maire de Hammond, Indiana;
Sammlie L. Maletta, maire de Portage, Indiana;
Robert A. Pastrick, maire de East Chicago, Indiana.

ATTENDU QUE le Système Saint-Laurent Grands Lacs génère chaque année aux États-Unis 2,2 milliards de dollars en salaires, 1,9 milliard de dollars en revenus pour les entreprises, ainsi que 50 000 emplois, et pour l'État d'Indiana 102 millions de dollars en taxes et impôts;

ATTENDU QUE l'imposition de péages sur les navires et les cargaisons par le gouvernement canadien a un effet néfaste sur la navigation commerciale dans le Système Saint-Laurent Grands Lacs;

ATTENDU QUE la majorité des chefs de file canadiens et américains du commerce maritime ont publiquement exprimé leurs craintes de perdre des opportunités d'affaires et des emplois en raison des péages canadiens;

ATTENDU QUE le Congrès américain a éliminé l'an dernier la facturation et la perception des péages dans la portion américaine de la Voie maritime, éliminant ainsi tout péage américain;

ATTENDU QUE le gel des péages en 1994 a résulté en bénéfices économiques pour le Canada et les États-Unis, incluant une hausse des tonnages de 26%, une augmentation du commerce international de 26% et une hausse de 42% du nombre de navires océaniques dans la Voie maritime;

ATTENDU QUE la part canadienne du tonnage de la Voie maritime en 1994 était de 62% ce qui a permis à l'Administration de la Voie maritime du Saint-Laurent de réaliser des profits de 10 millions de dollars grâce au tonnage additionnel résultant du gel des péages;

ATTENDU QUE les autres routes commerciales incluant les voies de navigation intérieure et les chemins de fer n'ont pas de tels péages;

IL EST RÉSOLU QUE la Conférence internationale des Maires des Grands Lacs et du Saint-Laurent encourage le Gouvernement canadien et l'Administration de la Voie maritime du Saint-Laurent à éliminer la politique actuelle de péages dans la Voie maritime du Saint-Laurent. Cette mesure permettrait au Système Saint-Laurent Grands Lacs d'être plus compétitif vis-à-vis ses concurrents.



International
Great Lakes
St. Lawrence
Mayors'
Conference

Conférence
Internationale
des Maires des
Grands Lacs et
du Saint-Laurent

Secretariat/Secrétariat

271, rue de L'Estuaire
C.P. 2268
Québec, Québec
G1K 7P7
Tel.: (418) 648-4674
Fax / Télécop.: (418) 648-4627

Head Office/Siège social

500, Place D'Armes
3^{ème} étage / 13th Floor
Montréal, Québec
H2Y 1C6
Tel.: (514) 872-7537
Fax / Télécop.: (514) 872-8520

Hamilton, 30 juin 1995

RÉSOLUTION #4

Présentée par Monsieur David Hamilton, maire de Thunder Bay, Ontario

ATTENDU QU'un comité spécial a été créé par l'honorable Lloyd Axworthy pour étudier la viabilité du port de Churchill;

ATTENDU QUE le port de Churchill nécessiterait des investissements suivants: de 27 à 38 millions de dollars pour rénover le port et les élévateurs ; environ 95 millions de dollars pour réparer la voie ferrée et les ponts du CN menant à Churchill; et une somme supplémentaire de 142 millions de dollars pour remplacer le parc de wagons spéciaux pour le grain;

ATTENDU QUE les pertes annuelles et les subventions à Via Rail et les dépenses encourues au titre de la Loi sur le transport des grains de l'Ouest ont totalisé des millions de dollars chaque année pour des volumes de l'ordre d'un quart de million de tonnes (de 8 à 10 navires);

ATTENDU QUE l'on s'attend à ce que le comité spécial recommande une dépense immédiate de 27 millions de dollars pour le port de Churchill, soit l'équivalent de 27 000\$ par habitant;

IL EST RÉSOLU QUE la Conférence internationale des Maires des Grands Lacs et du Saint-Laurent appuie la ville de Thunder Bay dans son opposition à tout investissement spécial pour le port de Churchill avant qu'il ait été démontré que le port peut fonctionner sur la même base que les autres ports du Canada.



International
Lakes
Lawrence
Forum
Conference
Conférence
Internationale
des Maires des
Grands Lacs et
du Saint-Laurent

Bureau/Secrétariat
de L'Estuaire
2268
rue, Québec
Téléphone: (514) 648-4674
Télécopie: (418) 648-4627

Bureau/Office/Siège social
Office D'Armes
13^e étage / 13th Floor
Montréal, Québec
Téléphone: (514) 872-7537
Télécopie: (514) 872-8520

Hamilton, 30 juin 1995

RÉSOLUTION #5

Présentée par Peter Yeomans, maire de Dorval et Communauté urbaine de Montréal, Québec

ATTENDU QUE le Saint-Laurent est un bien économique et environnemental inestimable pour tous ses usagers et riverains;

ATTENDU QUE le Saint-Laurent est l'objet d'usages multiples, diversifiés et complémentaires tels que le transport des marchandises et des passagers, le tourisme, la recherche, l'approvisionnement en eau et bien d'autres;

ATTENDU QUE le Saint-Laurent est aussi un écosystème riche, complexe et fragile supportant de nombreuses espèces animales et végétales tout en étant en interaction avec d'autres écosystèmes;

ATTENDU QU'il existe maintenant un code d'éthique des usagers du Saint-Laurent proposé par la Société de développement économique du Saint-Laurent (Sodes);

ATTENDU QUE le Code d'éthique des usagers du Saint-Laurent proposé par la Sodes ne vise pas à se substituer aux lois existantes mais plutôt à sensibiliser les usagers et riverains à la protection et à la mise en valeur du fleuve;

IL EST RÉSOLU QUE la Conférence internationale des Maires des Grands Lacs et du Saint-Laurent appuie le projet de la Sodes intitulé Code d'éthique des usagers du Saint-Laurent et y reconnaisse une initiative visant à sensibiliser les usagers du fleuve au respect de cette ressource inestimable et à travailler agressivement pour assurer sa pérennité et sa vitalité.

CODE D'ÉTHIQUE DES USAGERS DU SAINT-LAURENT

PRÉAMBULE

Le Saint-Laurent est un bien très précieux que doivent protéger et mettre en valeur ses usagers et riverains. Autant pour sa valeur économique qu'environnementale, il est de l'intérêt de tous que le Saint-Laurent soit en bonne santé.

Le présent code d'éthique constitue en cela un engagement moral pour ses adhérents. Les principes généraux qu'il propose répondent aux grandes préoccupations du développement durable.

PRINCIPES

Les adhérents reconnaissent par le présent code d'éthique:

- que le Saint-Laurent est utilisé à plusieurs fins et que ces utilisations sont complémentaires;
- que tous les usagers et riverains du Saint-Laurent sont respectueux des droits de chacun dans un esprit de concertation;
- qu'ils doivent veiller à la protection et à l'amélioration du Saint-Laurent ainsi qu'au développement harmonieux et intégré de toutes ses ressources;
- qu'ils doivent donner l'exemple dans la prévention et la réparation des dommages encourus par le Saint-Laurent;
- qu'ils doivent promouvoir l'adoption et le maintien de lois et règlements visant la protection et la mise en valeur du Saint-Laurent;
- qu'ils s'engagent à faire connaître et à diffuser le présent code d'éthique au sein de leurs entreprises, dans leurs organismes ou dans leur entourage.



International
Great Lakes
Lawrence
Mayors'
Conference

Conférence
Internationale
des Maires des
Grands Lacs et
du Saint-Laurent

Secrétariat/Secrétariat

1, rue de L'Estuaire
H3B 2G8
Montréal, Québec
H3B 2G7

Téléphone: (418) 648-4674
Télécopie: (418) 648-4627

Bureau/Office/Siège social

1, Place D'Armes
13^e étage / 13th Floor
Montréal, Québec
H3B 2G6

Téléphone: (514) 872-7537
Télécopie: (514) 872-8520

Hamilton, 30 juin 1995

RÉSOLUTION #6

Présentée par Monsieur Pierre Bourque, maire de Montréal, Québec

ATTENDU QUE l'écosystème Saint-Laurent Grands Lacs forme un bassin hydrographique de plus d'un million de kilomètres carrés contenant 20% des réserves mondiales d'eau douce;

ATTENDU QUE cet écosystème est fragile et qu'il est important de voir à sa protection et à sa conservation;

ATTENDU QUE la Biosphère est le premier centre canadien d'observation environnementale dédié à l'eau et à la protection de l'écosystème Saint-Laurent Grands Lacs;

ATTENDU QUE la Biosphère a entre autres vocations celle de développer et d'animer un réseau d'observateurs de l'écosystème;

ATTENDU QUE ce réseau a pour but d'observer les transformations infligées à l'écosystème et de les rapporter à la Biosphère;

ATTENDU QU'il est important pour les villes situées le long du Saint-Laurent et des Grands Lacs de participer et de contribuer à l'observation de cet écosystème;

IL EST RÉSOLU QUE la Conférence internationale des Maires des Grands Lacs et du Saint-Laurent encourage les municipalités riveraines à rendre accessible à la Biosphère leurs données portant sur la qualité de l'eau en provenance des stations d'épuration.



International
Great Lakes
St. Lawrence
Mayors'
Conference

Conférence
Internationale
des Maires des
Grands Lacs et
du Saint-Laurent

Secretariat/Secrétariat

271, rue de l'Estuaire
C.P. 2268
Québec, Québec
G1K 7P7

Tel.: (418) 648-4674
Fax / Télécop.: (418) 648-4627

Head Office/Siège social

500, Place D'Armes
13^{ème} étage / 13th Floor
Montréal, Québec
H2Y 1C6

Tel.: (514) 872-7537
Fax / Télécop.: (514) 872-8520

Hamilton, 30 juin 1995

RÉSOLUTION #7

Présentée par Monsieur Charles L. Vader, maire de Escanaba, Michigan

ATTENDU QUE le Système Grands Lacs Saint-Laurent est le plus grand réservoir d'eau douce au monde;

ATTENDU QUE cet écosystème bi-national incomparable fait partie d'un bassin hydrographique qui supporte une population de 34 millions d'habitants et une économie forte et diversifiée;

ATTENDU QU'il y a eu dans le passé des propositions pour détourner de l'eau hors du bassin des Grands Lacs;

ATTENDU QUE les Gouverneurs des États des Grands Lacs et le premier ministre de l'Ontario ont signé en 1985 la Charte des Grands Lacs, qui établissait un processus de consultation afin de réviser les propositions de détournement d'eau;

ATTENDU QU'en 1986 une loi fédérale américaine exige le consentement unanime des Gouverneurs des Grands Lacs pour tout détournement d'eau hors du bassin ;

ATTENDU QUE les détournements d'eau des Grands Lacs peuvent résulter en des dommages sérieux à l'écosystème et à l'économie du bassin;

IL EST RÉSOLU QUE la Conférence internationale des Maires des Grands Lacs et du Saint-Laurent s'oppose à tout détournement d'eau hors du bassin des Grands Lacs et encourage vivement à poursuivre les recherches sur les effets potentiels d'un tel détournement.

The 9th Annual International Great Lakes
St. Lawrence Mayors' Conference

Participant List

David Adames
Cultural Marketing Coordinator
Dept. Culture & Recreation
71 Main Street West
Hamilton, ON L8N 3T4

Tammi Addison
McMaster University

Brian Antonsen
c/o Bill Longo and Associates
43 Silvercrest Crt.
Thorold, ON
L2V 5B4

Julia Arnsby
Press Officer
Ministry of Environment

Marie Barker
Conference Organizing Committee
Culture and Recreation Department
City of Hamilton

Duncan Beattie
Chairman
Hamilton Harbour Commissioners
605 James Street North
Hamilton, ON L8L 1K1

Rene Beattie
c/o Hamilton Harbour Commissioners
605 James Street North
Hamilton, ON L8L 1K1

Janice Behler
c/o City of Michigan City
100 E. Michigan Blvd.
Michigan City, Indiana
46360

Robert J. Behler
Mayor
City of Michigan City
100 E. Michigan Blvd.
Michigan City, Indiana
46360

Mark Bekkering
Hamilton-Wentworth Region
Planning & Development Dept.
119 King Street West 14th floor
Hamilton, ON

Gary Bennett
Mayor
City of Kingston, ON

Robert Bergevin
Director
Transportation Policy Branch
Ontario Ministry of Transportation
2nd floor, West Tower
1201 Wilson Ave.
Downsview, ON
M3M 1J8

Bob Blake
Mayor
Town of Dunnville
111 Broad Street East
P.O. Box 187
Dunnville, ON

His Excellency James Blanchard
United States Ambassador to Canada

Marie Boisvert
c/o Administration de Pilotage des Laurentides
6e etage
715 Square Victoria, C.P. 680 Tour de la Bourse
Montreal, Quebec
H4Z 1J9

Pierre Bourque
Maire de Montreal
Hotel de Ville
275, rue Notre-Dame est
Montreal, Que.
H2Y 1C6

Linda Bruce
City of Superior
1407 Hammond Avenue
Superior, Wisconsin
54880

Corinne Brunelle
Ville de Montreal
275, rue Notre-Dame Est
Montreal, Quebec
H2Y 1C6

Roger Bywater
Remediation Manager
Imperial Oil Products Division
111 St. Clair Avenue West
P.O. Box 4029, Station A
Toronto, ON M5W 1K3

Ivan Cairns
Senior Vice President and General Counsel
Laidlaw Inc.

Marvin Caplan
Alderman
City of Hamilton

Jeffrey T. Carison
Chief of Staff
City of Rochester, NY

Dennis Carson
Executive Assistant
Mayor's Office
Hamilton City Hall
71 Main Street West
Hamilton, ON L8N 3T4

David Carter
Deputy Commissioner
Waterfront Regeneration Trust
207 Queen's Quay West
Suite 580
Toronto, ON M5J 1A7

Susan Carter
Alderman City of Cornwall
360 Pitt Street
P.O. Box 877
Cornwall, ON K6H 5T9

Joan Chalovich
Mayor
Town of Cobourg
55 King Street West
Cobourg, ON
K9A 2M2

George Chalovich
c/o Town of Cobourg
55 King Street West
Cobourg, ON
K9A 2M2

Wendy Chrystian
c/o Department of Public Works

Bob Chrystian
Manager of Parks
Public Works Department
City Hall, 71 Main Street West
Hamilton, ON L8N 3T4

Margaret Ciccone
Mayor
City of Superior
1407 Hammond Avenue
Superior, Wisconsin
54880

Cy Cook
General Manager & CEO
Thunder Bay Harbour Commission
100 Main Street
Thunder Bay, ON

Sheila Copps
Minister of Environment
Centre Block
House of Commons
Ottawa, ON
K1A 0A6

David Crombie
Commissioner
The Waterfront Regeneration Trust

Thomas Crothers
Executive Officer to the Mayor
City of Toledo
One Government Center
Suite 2200
Toledo, OH
43604

Nancy Cunningham
Mayor
Town of Parry Sound
52 Seguin Street
Parry Sound, ON
P2A 1B4

Richard Daley
Mayor of Chicago

Lawrence Dempsey
National Secretary Treasurer
Canadian Merchant Service Guild
1150 Morrison Drive
Ottawa, ON
K2H 8S9

Patrick Dillon
Commissioner
Hamilton Harbour Commissioners
605 James Street North
Hamilton, ON
L8L 1K1

Robert Dube
Executive Director
The Biosphere
Montreal, Quebec

P.K. Dunn
Manager, Waste Management
Environmental Services
Region of Hamilton-Wentworth
35 King Street East, 4th floor
Hamilton, ON
L8N 4A9

Peter Earle
Director of Communications and
Corporate Affairs
Dofasco, Inc.
Hamilton, ON

Fred Eisenberger
Alderman
City of Hamilton

John Findlay
Findlay & McCarthy
66 James Street North
Hamilton, ON
L8R 2K5

Carleton Finkbeiner
Mayor of Toledo
One Government Center
Suite 2200
Toledo, OH
43604

Carol Forbes
Transport Canada - Coast Guard
201 North Front Street
Sarnia, ON
N7T 8B1

Stewart Forbes
Great Lakes Pollution Prevention Centre
265 North Front Street
Suite 112
Sarnia, ON
N7T 7X1

Jan Ford
Canada Trust

Gary Ford
Assistant Vice President
Canada Trust

Philip & Elisa Fracassi
Vice-President
Philip Environmental

John Henry Fullen
Executive Director
Toledo Sister Cities
City of Toledo
One Government Center
Suite 2200
Toledo, OH
43604

Marc Gagnon
Executive Director
SODES
271, rue de L'Estuaire
C.P. 2268
Quebec City, PQ G1K 7P7

Doug Garbutt
Mayor of Collingwood
Box 157, 97 Hurontario Street
Collingwood, ON
L9Y 3Z5

Irene Gaudet
Client Service Executive
Hamilton Convention Centre
1 Summer's Lane
Hamilton, ON L8P 4Y2

Carl Gibb
Mayor
Township of Malden
6744 Concession 6, R.R. 2
Amherstburg, ON
N9V 2Y8

L. Gohier
Director, Infrastructure Operations
Environmental Services
Region of Hamilton-Wentworth
35 King Street East, 4th floor
Hamilton, ON
L8N 4A9

Jim Gordon
Manager, Hamilton Business Banking Centre
Royal Bank

Stephen Gordon
McMaster University

Annette Gordon
Royal Bank

Annie-France Gravel
St. Lawrence Vision 2000
Quebec Region, Environment Canada

Donald Haas
Village of Kelleys Island

Anne Haas
Village of Kelleys Island

Ken Hall
43 David Street
Dundas, ON L9H 4R8

Barbara Hall
Mayor of Toronto

Jim Halliday
Senior Director
Environmental Services
Region of Hamilton-Wentworth
35 King Street East, 4th floor
Hamilton, ON
L8N 4A9

David Hamilton
Mayor
City of Thunder Bay
City Hall, 500 Donald Street East
Thunder Bay, ON
P7E 5V3

Jim Hartung
Toledo-Lucas County Port Authority
One Maritime Plaza
Toledo, Ohio
43604-1866

Bob Hennessey
Hamilton Harbour Commission
605 James Street North
Hamilton, ON L8L 1K1

Jean Hennessey
Director
North American Commission for
Environmental Cooperation
393, rue St. Jacques Ouest
Bureau 200
Montreal, Que.
H2Y 1N9

Stephen Hiniker
Environmental Policy Coordinator
City of Milwaukee
841 North Broadway, Room 516
Milwaukee, WI
53202

Norm & Dianne Huggins
Manager of Marketing
Gore and Storrie Ltd.
255 Consumers Road
North York, ON
M2J 5B6

Warren Isaacson
Water Department Superintendent
City of Escanaba
121 South 11th Street
Escanaba, Michigan
49829

David Jacobs
Toledo Blade News

Marquis Jacques
President
Administration de Pilotage des Laurentides
6e etage
715 Square Victoria, C.P. 680 Tour de la Bourse
Montreal, Quebec
H4Z 1J9

Carolyn Johns
Project Manager
The McMaster Eco-Research Program
1280 Main Street West
Hamilton, ON L8S 4K1

Raymond Johnston
President and COO
Canada Steamship Lines, Inc.
759 Square Victoria, 6th Floor
Montreal, Quebec
H2Y 2K3

William Johnson, Jr.
Mayor
City of Rochester
City Hall
30 Church Street - 307A
Rochester, New York
14614

Stan Keyes
MP Hamilton West
Centre Block
House of Commons
Ottawa, ON
K1A 0A6

Dilna Khory
Conventions Coordinator
Economic Development Dept.
1 James Street South, 3rd floor
Hamilton, ON L8P 4R5

Dave King
City Treasury Dept.
71 Main Street West
Hamilton, ON L8N 3T4

Joan King
Councillor
Municipality of Metro Toronto
55 John Street, #217
Toronto, ON
M5V 3C6

Chris and Louise Kirkpatrick
Hamilton and Region Conservation Authority

David Knight
Editor
Seaway Review Magazine

Louise Knox
RAP Coordinator
Canadian Centre for Inland Waters
867 Lakeshore Road
P.O. Box 5050
Burlington, ON
L7R 4A6

George Kuper
Council of Great Lakes Industries
1968 Green Road, P.O. Box 134006
Ann Arbor, Michigan
48113-4006

Jean-Paul L'Allier
Maire de Quebec
Hotel de Ville
2, rue des Jardins
Quebec, Que.
G1R 4S9

Darryl Lee
City Clerk's Dept.
71 Main Street West
Hamilton, ON L8N 3T4

Wendy Legere
Environment Canada

Katherine Lemmon
c/o Hamilton Harbour Commission
605 James Street North
Hamilton, ON L8L 1K1

Roger Leroux
President
Euromark, Ltd.

Michel Lesage
Vice-President, Exploitation
Port de Montreal
Edifice du Port de Montreal, Aile No. 1
Cite du Haure
Montreal, Quebec
H3C 3R5

Bill Longo
Bill Longo and Associates
43 Silvercrest Crt.
Thorold, ON
L2V 5B4

Susan Lougheed
Political Analyst
Laidlaw Waste Systems Ltd.
3410 South Service Road
P.O. Box 5057, Station A
Burlington, ON
L7R 3Y8

Claude Mailloux
Secretariat Coordinator
SODES
271, rue de L'Estuaire
C.P. 2268
Quebec City, PQ G1K 7P7

Sammie Maletta
Mayor of Portage
City Hall
6070 Central Avenue
Portage, Indiana
46368

Jeff Marshall
President-CEO
Ontario Clean Water Agency
7th Floor, 20 Bay Street
Toronto, ON M5J 2N8

Claude Martel
Conseiller
Lachenaie, PQ

Marcel Martel
Maire
Ville de Jonquiere
C.P. 2000
Jonquiere, Quebec
G7X 7W7

Jack Masters
Thunder Bay Harbour Commission

Sheila Mathewson
Royal Bank

Brian Mathewson
Area Manager, Stoney Creek and East
Royal Bank

Danielle May
Executive Assistant
Minister Sheila Copps
Ministry of Environment

John Mayberry
President
Dofasco, Inc.

Hazel McCallion
Mayor of Mississauga

Margaret McCarthy
Findlay & McCarthy
66 James Street North
Hamilton, ON
L8R 2K5

Wm. McCulloch
Alderman
City of Hamilton

Nancy McLaughlin
c/o National Ports & Waterways Institute
1300 North 17th Street, Suite 320
Rosslyn, Virginia
22209

Bob McLaughlin
National Ports & Waterways Institute
1300 North 17th Street, Suite 320
Rosslyn, Virginia
22209

Margaret McLaughlin
Communications Manager
Ontario Clean Water Agency
7th Floor, 20 Bay Street
Toronto, ON M5J 2N8

Shelley Merlo-Orzel
Conference Organizing Committee
Culture and Recreation Department
City of Hamilton

James Merritt
Vice-President
Ontario Clean Water Agency
7th Floor, 20 Bay Street
Toronto, ON M5J 2N8

John Mills
Regional Director General
Ontario Region
Environment Canada
4905 Dufferin Street
Downsview, ON
M3H 5T4

Bernie Morelli
Alderman
City of Hamilton

Robert M. Morrow
Mayor of Hamilton
City Hall
71 Main Street West
Hamilton, ON
L8N 3T4

Walter Mulkevich
Mayor
City of Burlington
426 Brant Street
Burlington, ON
L7R 3Z6

Ann Mulvale
Mayor
Town of Oakville, ON

Anne Myles
Mayor
Ville de Baie d'Urfe
20410 Lakeshore
Baie d'Urfe, Quebec
H9X 1P7

Dr. Wally N'Dow
Secretary-General
Habitat II
United Nations

Susan Nameth
Environment Canada

Drina Osmasic
Office of the Honourable Sheila Copps
Centre Block
House of Commons
Ottawa, ON
K1A 0A6

Jean-Paul Otto
Mayor
City of Petit-Matane, PQ

Robert Pastrick
City of East Chicago, Indiana
4527 Indianapolis Blvd.
East Chicago, Indiana
46312

Frank Pazner
Vice President
Laidlaw Waste Systems Ltd.
3410 South Service Road
P.O. Box 5057, Station A
Burlington, ON
L7R 3Y8

R. Perron
Petit-Matane

James Phillips
Executive Director
Can\Am Border Trade Alliances
155 South 5th Street
Lewiston, NY 14092

Werner Plessl
Coordinator
Park Development and Maintenance
Department of Public Works and Traffic
City of Hamilton
71 Main Street West
Hamilton, ON L8N 3T4

Ann Plessl
Department of Public Works

James Ranfranz
Executive Director
Northwestern Indiana Regional Planning Comm.
6100 Southport Road
Portage, IN
46368-6409

Carol Ratza
Great Lakes Commission
The Argus II Building
400, Fourth Street
Ann Arbor, MI
48103-4816

Bob Redhead
Director Corporate Government Relations
Laidlaw Inc.

Sharon Redhead
Laidlaw Inc.

A.W. Reekie
Reeve
Township of Carling
R.R. 1
Nobel, ON
P0G 1G0

Lillian Ross
Member of Provincial Parliament
Hamilton West
Legislative Assembly of Ontario

Don Ross
Alderman
City of Hamilton

Michel Roy
Delegation du Quebec

George Ryan
Lake Carriers Association
915 Rockefeller Building
614 Superior Ave. West
Cleveland, Ohio
44113-1383

David Sanders
St. Lawrence Seaway Development Corp.

Gary Schlaht
Manager Commercial Banking
CIBC

Joyce Schlaht
CIBC

Pam Schoen
City of Port Colborne

Hendrik Selles
Ministry of Environment and Energy
40 St. Clair Ave. West
Toronto, ON
MV4 1M2

John Shaw
Great Lakes 2000 Clean-Up Fund
Environment Canada

Harvey Shear
Regional Science Advisor
Canadian Centre for Inland Waters
867 Lakeshore Road
Burlington, ON
L7R 4A6

Griff Sherbin
Great Lakes 2000 Clean-Up Fund
Environment Canada

Neal Shoen
Mayor
City of Port Colborne
239 King Street
Port Colborne, ON
L3K 4G8

Jean Paul Sirois
General Manager
Chamber of Maritime Commerce
350 Sparks Street, Suite 704A
Ottawa, ON K1R 7S8

R. Scott Smith
Hamilton Harbour Commission
605 James Street North
Hamilton, ON L8L 1K1

Christine Smurlick
Conference Organizing Committee
Media Liaison, Ideas In Action

Don Snyder
Assistant Vice-President
Canada Trust

Marilyn Snyder
Canada Trust

Robert Stevenson
Public Utilities - Water Dept.
P.O. Box 786
Toledo, Ohio
43697

Erik Stromberg
President
American Association of Port Authorities
1010 Duke Street
Alexandria, Virginia
22314

Linda Teeple
Royal Bank

Terry Teeple
Area Manager, Hamilton Centre
Royal Bank

Marie Terrien
Conseillere en Communications
Internationale Mixte
100 Metcalfe, 18e
Ottawa, ON
K1P 5M1

Geoffrey Thornburn
International Joint Commission

Olivia Thornburn
International Joint Commission

Steve Thorp
Great Lakes Commission
The Argus II Building
400, Fourth Street
Ann Arbor, MI
48103-4816

Steve Thorp
Great Lakes Commission
The Argus II Building
400, Fourth Street
Ann Arbor, MI
48103-4816

Theresa Timmins
Town of Harrow, Ontario

Peter Timmins
Mayor
Town of Harrow, ON

Albin Tremblay
Director, Corporate Affairs Branch
Environment Canada
1141 Route de l'Eglise
CP 10100
Sainte-Foy, Quebec
G1V 4H5

Herman Turkstra

Penny Ulbinas
Parks Operations Technical Assistant
Department of Public Works and Traffic
City of Hamilton
71 Main Street West
Hamilton, ON L8N 3T4
Lou Albinas
Department of Public Works

Lou Ulbinas
Department of Public Works
City of Hamilton

Charles Vader
Mayor
City of Escanaba
121 South 11th Street
Escanaba, Michigan
49829

Paul-Yvan Viel
President
Les Pilotes Du Bas Saint-Laurent

Tony Wagner
Water Resource Advisor
The Waterfront Regeneration Trust
207 Queen's Quay West
Suite 580
Toronto, ON
M5J 1A7

TAG Watson
Vice President Communications
Laidlaw Inc.

Barbara Waxman
Lake Michigan Marina Development Commission
6100 Southport Road
Portage, Indiana
46368

Marshall Weems
Director of Planning and Development
City of Superior
1407 Hammond Ave.
Superior, Wisconsin
54880

Leah Welk
Reeve
Township of Foley
R.R. 2
Parry Sound, ON
P2A 2W8

Holly Wiedman
Director, Development
One Government Center
Suite 2200
Toledo, OH
43604

Alice Willems
Office of the Honourable Sheila Copps
Centre Block
House of Commons
Ottawa, ON
K1A 0A6

Gwyn Williams
Senior Vice-President
Canada Trust

Gail Williams
Canada Trust

Shirley Yeomans
c/o City of Dorval
60, Martin Ave.
Dorval, Quebec
H9S 3R4

Peter Yeomans
Mayor
City of Dorval
60, Martin Ave.
Dorval, Quebec
H9S 3R4

James S. Young
SENES Consultants Ltd.
131 Granton Drive
Unit 12
Richmond Hill, ON
L4B 3N4

Quelques notes relatives à la

"CONFÉRENCE INTERNATIONALE DES MAIRES DU SAINT-LAURENT ET DES GRANDS LACS"

ORIGINES DE LA CONFÉRENCE

"L'analyse est la suivante: le défi du Québec en devenir, c'est les Etats-Unis. C'est notre client, notre créancier, on fait 20 fois plus d'affaires avec les Etats-Unis qu'avec la France. Si on doit passer par des moments difficiles, il faut avoir la bienveillance et l'appui des Etats-Unis sur le plan politique et financier", a expliqué un proche du premier ministre." Le Soleil, 2 mars 1991.

En 1986, à la suggestion des trois co-présidents du Forum maritime Saint-Laurent Grands Lacs Frank Kudrna (Etats-Unis), David Hobbs (Ontario), Hugues Morrissette (Québec), six maires représentant d'importantes villes portuaires du Système se réunissaient pour la première fois à Toronto, inaugurant une nouvelle ère de coordination entre le Québec, l'Ontario et les Etats américains des Grands Lacs pour la promotion et la mise en valeur de l'axe maritime. Cet événement historique découlait d'une initiative québécoise visant à favoriser l'émergence d'un réseau international de personnalités influentes sensibilisées à la promotion du Système Saint-Laurent Grands Lacs. Les "villes fondatrices": Québec, Montréal, Toronto, Thunder Bay, Toledo, Duluth.

La première réunion générale des maires riverains eut lieu à Québec en 1987 et, à la demande de la Ville de Québec, le Secrétariat à la mise en valeur du Saint-Laurent prit entièrement en charge l'organisation de l'événement. Le succès fut tel que les maires présents décidèrent de reprendre l'expérience l'année suivante à Duluth, au Minnesota, bénéficiant toujours des capacités de coordination internationale et de financement (modeste) du Forum maritime. Après vint le tour de Niagara Falls (1989), de Milwaukee (1990), puis bientôt de Merrillville, en mai prochain. La réunion se tiendra l'an prochain à Thunder Bay, puis ce sera Montréal en 1993, Buffalo en 1994 et sans doute Québec en 1995.

La participation de maires et de délégués du Québec a toujours été très forte et très remarquée, ce qui a permis, entre autres, de maintenir le statut du français en tant que langue officielle de la Conférence au même niveau que l'anglais, même aux Etats-Unis. Selon le ministère des Affaires internationales du Québec, une telle performance constitue un phénomène unique dans l'histoire des relations du Québec avec ses voisins.

BUTS DE LA CONFÉRENCE

Les Maires participants se sont donné dès le début des objectifs bien définis:

- 1) "Donner une occasion aux maires de découvrir, soutenir et promouvoir leurs intérêts communs dans une ressource qu'ils partagent, soit le Système Saint-Laurent Grands Lacs;
- 2) Mettre à la disposition des maires un Forum où ces derniers pourront identifier des défis ou des occasions portant vers une plus grande utilisation économique du Système Saint-Laurent Grands Lacs;

3) Favoriser une visibilité plus grande pour les atouts du réseau de navigation commerciale que se partagent les communautés riveraines du Système Saint-Laurent Grands Lacs;

4) Contribuer à une prise de conscience accrue d'un environnement précieux et commun au Saint-Laurent et aux Grands Lacs, et commencer à développer une stratégie commune aux maires dans le but de protéger et d'améliorer cette ressource;

5) Promouvoir une plus grande visibilité des attraits récréatifs et touristiques que se partagent les communautés le long du Système Saint-Laurent Grands Lacs."

APPUIS POLITIQUES À LA CONFÉRENCE

Au cours des années, la Conférence des maires riverains a reçu des appuis prestigieux provenant notamment du Président des Etats-Unis, du Premier Ministre de l'Ontario, du Council of Great Lakes Governors, du Premier Ministre du Canada, du Premier Ministre du Québec, etc.

L'appui officiel du gouvernement du Québec à cette initiative fut exprimé clairement par M. Robert Thérien, adjoint parlementaire du Ministre des Transports Marc-Yvan Côté, lors de la réunion de Niagara en 1989:

"Je voudrais m'attarder davantage sur les orientations politiques de notre gouvernement en ce qui concerne le Système Saint-Laurent Grands Lacs et les organismes gravitant autour de sa protection et de sa promotion. Tout d'abord, je souhaite établir nettement que le Gouvernement du Québec accorde son appui entier à l'entreprise que représente la Conférence annuelle des maires du Saint-Laurent et des Grands Lacs. (...)

"Notre gouvernement s'est associé, très tôt, à la mise sur pied du Forum maritime Saint-Laurent Grands Lacs, né à Québec en octobre 1983 et à votre première conférence, tenue également à Québec, en mai 1987."

"Un geste concret que votre Association étudie présentement, soit la mise sur pied d'une structure d'organisation plus efficace de votre Conférence recevrait, j'en suis sûr, l'appui du Gouvernement du Québec."

L'attitude du gouvernement envers le Système Saint-Laurent Grands Lacs a déjà fait l'objet d'un exposé par le Ministre des Transports du Québec:

"Le ministre des Transports ... assure une présence active ... au niveau du Forum maritime Saint-Laurent Grands Lacs, organisme international qui regroupe des intérêts du Québec, de l'Ontario, ainsi que des Etats américains du pourtour des Grands Lacs, et qui vise à promouvoir de façon maximale l'utilisation de tout le Système maritime Saint-Laurent Grands Lacs (...)."

"Une approche de type stratégique ne peut en aucun cas se limiter à l'intérieur des frontières provinciales: toutes les formes de collaboration avec les partenaires du Système Saint-Laurent Grands Lacs doivent être envisagées. D'une part, avec les provinces d'Ontario, du Manitoba, de la Saskatchewan, ainsi que les états américains des Grands Lacs, d'autre part avec les ports de destination outremer, tels le Havre, Anvers, Rotterdam, pour n'en mentionner que quelques-uns. Nous sommes en effet situés au milieu de ces blocs commerciaux, et notre intérêt est de maintenir la route bien entretenue et attrayante pour que le commerce des uns et des autres se fasse en passant par chez-nous." (Marc-Yvan Côté, Le Devoir 14/6/86)

L'OPINION DES AMÉRICAINS

Récemment, le Dr. Michael J. Donahue, directeur exécutif de la Great Lakes Commission (Ann Arbor, Michigan), résumait le dossier actuel de la Conférence des Maires:

"La Conférence des maires riverains du Saint-Laurent et des Grands Lacs va célébrer le 5ième anniversaire de sa fondation à Québec en 1987 lors de sa prochaine rencontre générale à Merrillville, en Indiana. Le fort niveau de participation, l'intérêt soutenu des élus et responsables et une présence grandissante au sein de la communauté du Saint-Laurent et des Grands Lacs lui assure un avenir fort prometteur."

"La Conférence remplit trois fonctions vitales: une réunion annuelle où peuvent être abordés des problèmes internationaux d'intérêt mutuel, un forum qui permet aux leaders de la région de se rencontrer et de partager leurs vues sur les sujets de l'heure, enfin un moyen qui permet d'élaborer des positions vraiment représentatives de la région vis-à-vis des autorités d'Ottawa et de Washington, ainsi qu'auprès des Etats et des Provinces."

SOUTIEN DU FORUM MARITIME

Au niveau de l'organisation, la Conférence des maires riverains a été soutenue depuis ses débuts par le Forum maritime Saint-Laurent Grands Lacs.

Fondé à Québec en 1983, le Forum est un organisme à la fois régional et trans-national qui s'est donné pour but de favoriser l'expansion commerciale de la grande région Saint-Laurent Grands Lacs, notamment par la promotion de son système de transport maritime. En sont membres, entre autres: la Commission des Grands Lacs (représentant les états suivants: Illinois, Indiana, Michigan, Minnesota, New York, Ohio, Pennsylvanie et Wisconsin), le ministère des Transports de l'Ontario, le

ministère des Transports du Québec (via le Secrétariat à la mise en valeur du Saint-Laurent), l'Administration de la Voie maritime (Canada), la St. Lawrence Seaway Development Corporation (E.U.), les Opérateurs de navires du Saint-Laurent, etc.

ORGANISATION

Adoptée par les maires présents à Milwaukee en mai dernier, la Résolution no. 12 décrit assez fidèlement l'organisation de la Conférence:

"ATTENDU QUE la Conférence internationale des maires du Saint-Laurent et des Grands Lacs est un événement annuel qui permet aux villes riveraines d'échanger entre elles, sur une base commune, au sujet de la protection de l'environnement, du développement économique, du tourisme et du transport;

"ATTENDU QUE l'expérience de ces réunions annuelles a montré l'importance d'une étroite coopération entre partenaires municipaux, surtout sur des questions environnementales et économiques, en cette orée du 21^e siècle au cours duquel le développement économique du système Saint-Laurent Grands Lacs va reposer plus que jamais sur la qualité et la protection de ces plans d'eau;

"ATTENDU QUE les procédures déjà en place doivent avoir un support logistique pour assurer l'organisation et le suivi des rencontres annuelles;

"IL EST RÉSOLU que la Conférence internationale des maires du Saint-Laurent et des Grands Lacs soit tenue sur une base annuelle;

"Que le Forum maritime Saint-Laurent Grands Lacs soit responsable du suivi avec les autorités concernées en ce qui a trait aux Résolutions émanant de la Conférence;

"Que, tout en maintenant les efforts pour inclure le plus d'élus possible, un Comité de coordination soit créé et formé de deux maires du Québec, deux de l'Ontario et quatre des Etats-Unis, du maire de la ville-hôte, du maire de la ville-hôte de l'année précédente, et d'un représentant du Forum maritime Saint-Laurent Grands Lacs. Ce Comité de coordination approuvera le programme, la date et le lieu de chaque Conférence;

"Qu'un Comité d'organisation soit créé par le Comité de coordination, chaque membre du Comité de coordination y désignant un représentant de niveau politique ou administratif pour oeuvrer à l'organisation de la Conférence. Ce Comité d'organisation aura la responsabilité de préparer et de présenter au Comité de coordination un projet de programme, de choisir les orateurs, de préparer les listes d'invitations et de s'assurer de la participation des villes riveraines du Saint-Laurent et des Grands Lacs;

"Qu'on forme un Comité d'administration au sein même du Comité de coordination, dont seront membres, M. Frank Kudrna de la Commission des Grands Lacs, M. David Sebok de la ville de Duluth, M. Hugues Morrissette du Forum maritime et M. Andrew Kibedi de la province d'Ontario, lesquels se pencheront sur la formalisation des structures de la Conférence et soumettront des recommandations au Comité de coordination au cours de 1990."

VERS LA MISE SUR PIED D'UN SIÈGE SOCIAL: AU QUÉBEC, EN ONTARIO OU AUX ETATS-UNIS?

Un document soumis récemment par le Forum maritime au Comité de coordination des maires soulève le problème que cause l'absence d'un responsable permanent ou semi-permanent:

"Staff support has historically been provided by the Maritime Forum (i.e. Great Lakes Commission, Ontario Ministry of Transportation, Quebec's St. Lawrence Development Secretariat) in cooperation with the mayoral staff from Steering Committee members. In recent years, the U.S. and Canadian mayors co-hosting a given conference have assumed principal responsibility for publicity, conference conduct and follow-up. This arrangement, while informal, has worked reasonably well. However, it is generally agreed that a more formal staffing arrangement is needed to provide a year-round presence for the Mayors' Conference; ensure prompt dissemination and active advocacy of Resolutions; and provide conference design and planning services to host cities."

(Michael J. Donahue, Jan. 24, 1991).

A l'heure actuelle, la Commission des Grands Lacs, organisme inter-étatique américain assurant une coordination entre les huit Etats américains du pourtour des Lacs et ayant son siège social à Ann Arbor, au Michigan, offre d'héberger le futur siège social de la Conférence internationale des maires du Saint-Laurent et des Grands Lacs. Dans cet arrangement, les villes participantes défraieraient le salaire de la personne en question, tandis que la Commission fournirait gratuitement les locaux, les services de secrétariat, l'accès aux ordinateurs et possiblement aussi le téléphone. Le siège social de la Conférence des maires serait alors situé aux Etats-Unis, à Ann Arbor (Michigan).

LE SIÈGE SOCIAL AU QUÉBEC?

Compte tenu de l'importante contribution québécoise depuis les débuts au succès de la Conférence des maires riverains, et ayant également à l'esprit l'importance du

trafic maritime via l'axe du Saint-Laurent pour nos villes portuaires, au premier chef Québec et Montréal, le Québec pourrait offrir aux Maires des conditions au moins aussi avantageuses que celles actuellement mises de l'avant par la Commission des Grands Lacs.

Il est impératif que la personne retenue pour oeuvrer à ce niveau soit parfaitement bilingue et puisse oeuvrer à l'aise dans les trois cultures en présence, soit la culture québécoise, ontarienne et américaine, quel que soit l'endroit retenu pour le siège social. Enfin, les autorités ontariennes nous ont laissé entendre qu'elles préféreraient, si la chose est possible, que le siège social soit situé au Canada plutôt qu'aux Etats-Unis.

CONCLUSION

Depuis sa mise sur pied à Québec en 1987, la Conférence internationale des maires du Saint-Laurent et des Grands Lacs progresse à chaque année en réputation et en stature. Jusqu'ici, le côté canadien (Ontariens et Québécois) a investi bien davantage dans cette entreprise que le côté américain. Le statut du français à titre de langue officielle à égalité avec l'anglais a aussi été maintenu. La question de la localisation du futur siège social de cette organisation internationale, dévouée à la mise en valeur du Système Saint-Laurent Grands Lacs et qui laisse entrevoir un bon potentiel de croissance, revêt ainsi une importance particulière pour le Québec.

Léonce Naud

Léonce Naud

Coordonnateur (Québec)
Forum maritime Saint-Laurent Grands Lacs

Québec, le 25 mars 1991

MINISTERE DES TRANSPORTS



QTR A 115 073